

République Dominicaine, Equateur, Egypte, Ethiopie, République démocratique allemande, Guinée, Guyane, Hongrie, Islande, Iran, Irak, Côte d'Ivoire, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Lesotho, République arabe libyenne, Madagascar, Malawi.

Votent contre : Pays-Bas, Espagne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Belgique, France, Allemagne (République fédérale d'), Grèce, Israël, Italie, Japon.

S'abstiennent : Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Portugal, Rwanda, Singapour, Afrique du Sud, Suède, Thaïlande, Turquie, Australie, Autriche, Barbade, Canada, Danemark, Finlande, Ghana, Honduras, Inde, Indonésie, Jamaïque, Libéria, Malaisie.

Par 81 voix contre 11, avec 23 abstentions, le paragraphe 3 est adopté.

62. Le **PRESIDENT** invite la Commission à procéder au vote sur le paragraphe 2, pour lequel a été demandé un vote séparé.

Par 93 voix contre zéro, avec 16 abstentions, le paragraphe 2 est adopté.

63. Le **PRESIDENT** invite la Commission à procéder au vote sur l'ensemble du projet de résolution (A/C.2/L.1328/Rev.1), tel qu'il a été révisé.

Sur la demande du représentant de l'Islande, il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la Pologne, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Soudan, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie,

Zaïre, Zambie, Afghanistan, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn, Barbade, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Yémen démocratique, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Ethiopie, Finlande, République démocratique allemande, Ghana, Guinée, Guyane, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines.

Votent contre : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

S'abstiennent : Portugal, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Danemark, France, Allemagne (République fédérale d'), Grèce, Israël, Italie, Japon, Pays-Bas, Norvège.

Par 99 voix contre une, avec 15 abstentions, l'ensemble du projet de résolution, tel qu'il a été révisé, est adopté.

Organisation des travaux de la Commission

64. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) demande que les nominations par groupes régionaux au Comité préparatoire pour la Conférence-Exposition des Nations Unies sur les établissements humains, conformément au paragraphe 5 du projet de résolution A/C.2/L.1312/Rev.1, soient communiquées au Secrétariat le lundi 10 décembre 1973 au plus tard.

La séance est levée à 18 h 25.

1578^e séance

Mercredi 5 décembre 1973, à 15 h 30.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1578

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite) [A/9003, A/C.2/285]

SOUVERAINETE PERMANENTE SUR LES RESSOURCES NATURELLES (*fin*)

1. M. QUARTIN SANTOS (Portugal) déclare que, tout en réaffirmant son adhésion au principe fondamental de la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles, la délégation du Portugal s'est abstenue avec regret lors du vote concernant le projet de résolution A/C.2/L.1328/Rev.1 car elle estime qu'on y a introduit des questions de caractère politique hautement controversées et qui ont suscité des

interprétations desquelles elle entend se dissocier complètement.

2. M. MITINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que la position de l'Union soviétique à l'égard de la souveraineté inaliénable des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles est bien connue. L'Union soviétique appuie activement les intérêts de ces pays et est opposée à toute tentative visant à faire pression directement ou indirectement sur les Etats qui, ayant acquis le droit d'assurer leur développement dans l'indépendance, ont entrepris d'édifier leur économie et de réaliser des transformations sociales et économiques hardies; elle défend les droits de ces pays sur les richesses naturelles qui leur appartiennent. En conformité de cette position de principe, la délégation soviétique a voté pour le

projet de résolution en le replaçant dans le contexte général des résolutions antérieures que l'Assemblée générale a adoptées sur cette question et qui sont énumérées dans le quatrième alinéa du préambule. En conséquence, elle considère qu'en vertu du droit international contemporain les droits souverains des États sur les ressources naturelles du fond des mers situées dans les limites de la juridiction nationale s'appliquent aux ressources du plateau continental et de son sous-sol, et elle interprète le membre de phrase "à l'intérieur des limites de leur juridiction nationale", qui figure dans le paragraphe 1 du dispositif, dans le sens qui ressort des termes de la Convention de 1958 sur le plateau continental¹. En outre, la délégation soviétique estime que les droits relatifs aux ressources naturelles situées dans les eaux côtières s'appliquent aux ressources des eaux territoriales, dont la largeur, selon le droit international, ne doit pas dépasser 12 milles marins. De l'avis de la délégation soviétique, la mention, au paragraphe 1, des ressources des eaux sus-jacentes, tend à préjuger une des questions qui devront être examinées par la Conférence sur le droit de la mer.

3. La délégation soviétique se félicite tout particulièrement du fait que l'amendement présenté dans le document A/C.2/L.1334 ait été inséré dans le projet de résolution. Elle interprète l'approbation de cet amendement par une majorité écrasante comme signifiant l'adoption et l'affirmation de l'un des principes les plus fondamentaux, à savoir celui qui voit dans les nationalisations une expression de la souveraineté inaliénable des États sur leurs ressources naturelles.

4. M. BREITENSTEIN (Finlande) précise que sa délégation a voté pour le projet de résolution parce qu'il affirme un principe économique fondamental qui présente un intérêt direct pour les travaux de la Commission, à savoir le droit de chaque pays à la souveraineté permanente sur ses ressources naturelles. Ce principe est nettement énoncé dans le paragraphe 1 du dispositif, pour lequel la délégation finlandaise a également voté. L'observation de ce principe est d'une importance capitale pour les petits pays, développés ou en voie de développement, comme l'Islande, dont l'économie est essentiellement tributaire de l'exploitation d'une ou de deux ressources naturelles. A plusieurs reprises déjà, la délégation finlandaise a émis l'avis que des avantages particuliers devraient être accordés à l'Islande du fait qu'elle dépend, pour subsister, des recettes de l'industrie de la pêche.

5. Le vote de la délégation finlandaise en faveur du paragraphe 1 du dispositif et de l'ensemble du projet de résolution ne saurait être interprété comme préjugant la position du Gouvernement finlandais à la Conférence sur le droit de la mer, où les règles et dispositions juridiques devant régir l'exercice de la souveraineté sur les ressources du milieu marin seront élaborées.

6. Le projet de résolution contenait plusieurs autres dispositions que la délégation finlandaise n'a pas été en mesure d'appuyer; elle estime qu'il était prématuré de les insérer dans le texte du fait que la Commission n'a pas examiné à fond le rapport qui avait été demandé au Secrétaire général.

7. Le vote affirmatif de la délégation finlandaise doit être interprété comme l'expression de son adhésion au principe fondamental de la souveraineté des États sur

leurs ressources naturelles, dans le cadre de la compétence qu'a la Commission pour ce qui est de traiter de cette question.

8. M. SHARMA (Singapour) rappelle que sa délégation avait voté contre le paragraphe 1 de la résolution 3016 (XXVII) de l'Assemblée générale étant donné qu'il contenait en ce qui concerne le fond des mers et les ressources du milieu marin des affirmations qui, juridiquement, prêtaient à controverse. Étant donné que le paragraphe 1 du projet de résolution contenait des affirmations analogues, la délégation de Singapour s'est prononcée en faveur de l'amendement proposé par la délégation du Royaume-Uni. Elle aurait voté contre le paragraphe lui-même s'il avait fait l'objet d'un vote séparé.

9. M. MUTUMBO (Zaïre) déclare que sa délégation, qui a voté pour le projet de résolution, associe sa voix à celle des autres délégations qui ont réaffirmé le droit des États à la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles. La prise de position du Président de la République du Zaïre sur cette question, le 30 novembre 1973, a été sans équivoque. Le Zaïre a le souci de parvenir à exercer un contrôle réel et rigoureux sur son industrie et son commerce. Ce pays a mis sur pied un processus tendant à l'utilisation rationnelle de ses cadres afin de lutter contre l'exode des compétences.

10. Le Gouvernement zaïrois estime qu'il ne peut être question de "nationalisation" quand on admet le principe même de l'indemnisation totale dans des délais raisonnables.

11. Pour toutes ces raisons, la délégation zaïroise s'est portée coauteur du projet de résolution pour lequel elle a déposé un vote affirmatif et a donné son plein appui à l'amendement y relatif.

12. M. VERCELES (Philippines) déclare que, si sa délégation a appuyé le projet de résolution, c'est parce qu'elle adhère aux principes généraux de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. Elle a approuvé les dispositions du projet de résolution dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec la législation et les règlements des Philippines en matière d'exploration, de mise en valeur, d'utilisation et d'exploitation des ressources naturelles nationales. La position du Gouvernement philippin à l'égard des investissements étrangers privés est nettement définie et se fonde sur le principe d'un traitement juste et équitable pour toutes les parties intéressées. Aucune difficulté grave n'a surgi en la matière et le Gouvernement philippin continuera à se laisser guider par l'intérêt national.

13. M. AL-KHUDHAIRY (Irak) indique que sa délégation a voté contre l'amendement britannique au paragraphe 1 du dispositif parce qu'elle estimait qu'il ne fallait pas préjuger les conclusions de la Conférence sur le droit de la mer.

14. Elle a été réassurée par la déclaration du représentant de l'Islande selon laquelle, en adoptant le projet de résolution, la Commission ne préjugerait aucune question touchant les ressources naturelles situées en dehors des limites de la juridiction nationale.

15. M. HACHANI (Tunisie) explique que, si la délégation tunisienne a voté pour le projet de résolution, c'est parce qu'elle a toujours participé aux efforts visant à assurer le principe de la souveraineté

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 499, 1964, p. 311.

permanente des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles. Il est toutefois entendu que ce vote ne constitue en aucune façon une renonciation de la part de la Tunisie aux obligations bilatérales, multilatérales ou internationales auxquelles elle a librement souscrit, ou à celles auxquelles elle serait amenée à souscrire librement dans l'avenir.

16. C'est dans le même esprit que la délégation tunisienne a voté pour le nouveau paragraphe 3, relatif à l'application du principe de la nationalisation. Dans le cadre de sa souveraineté, la Tunisie préfère les solutions amiables aux affrontements.

17. M. EHRLICH-ADAM (Autriche) indique que l'abstention de sa délégation lors du vote sur le nouveau paragraphe 3 ne saurait en aucune manière être interprétée comme une objection aux nationalisations, qui, dans des circonstances données, représentent des mesures appropriées de politique économique. C'est un principe établi du droit international qu'un Etat peut procéder à une expropriation pour des raisons d'intérêt public, pourvu qu'il verse une indemnisation adéquate, laquelle doit être prompte, réelle et intégrale. Ledit paragraphe n'indique pas clairement si ce principe sera pleinement respecté.

18. La délégation autrichienne a voté pour l'ensemble du projet de résolution. Elle adhère sans réserve au principe de la souveraineté permanente de tous les Etats sur toutes leurs ressources naturelles situées dans les limites généralement reconnues de leur juridiction nationale. Elle réserve sa position sur les mots "et celles des eaux sus-jacentes" qui figurent au paragraphe 1 du dispositif, étant donné que cette formulation pourrait nuire aux délibérations de la Conférence sur le droit de la mer. En outre, elle estime que le paragraphe 7 du dispositif (ancien paragraphe 6) et le sixième alinéa du préambule doivent être interprétés à la lumière du paragraphe 48 du rapport du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation (A/C.2/L.1329) présenté au titre du point 46 de l'ordre du jour, afin qu'il soit dûment tenu compte des intérêts et des producteurs et des consommateurs.

19. M. SKOGLUND (Suède) rappelle que sa délégation s'est prononcée à maintes reprises pour le droit de tous les pays d'exercer un contrôle intégral sur leurs ressources naturelles. La souveraineté sur les ressources naturelles — à laquelle les pays en voie de développement attachent une importance particulière — est inséparable de l'indépendance économique. Le rapport du Secrétaire général² fait ressortir à juste titre la relation qui existe entre, d'une part, la souveraineté permanente sur les ressources naturelles et, d'autre part, les investissements étrangers dans les pays en voie de développement. Les investissements étrangers ont à la fois des inconvénients et des avantages, que le pays d'accueil doit évaluer en fonction des conditions particulières à chaque cas. Il faut tenir compte des aspects politiques comme des aspects économiques de la question. La délégation suédoise aurait aimé appuyer un projet de résolution exposant ces principes de base. Bien que le projet de résolution A/C.2/L.1328/Rev.1 reflète ces idées dans une certaine mesure, il renferme également certains éléments qui ont obligé cette délégation à s'abstenir sur l'ensemble du texte.

20. La question soulevée au paragraphe 1 devrait être examinée par la Conférence sur le droit de la mer et les résolutions adoptées par d'autres organes ne devraient pas préjuger l'issue de cette conférence. En conséquence, la délégation suédoise s'est abstenue sur le paragraphe 1 et sur les amendements s'y rapportant.

21. En ce qui concerne le paragraphe 7 (ancien paragraphe 6) et le sixième alinéa du préambule, le Gouvernement suédois, tout en appuyant le principe selon lequel il convient de renforcer la coopération entre les pays en voie de développement pour garantir l'exercice de leur souveraineté sur leurs ressources naturelles, estime que cette coopération doit également tenir compte des intérêts légitimes d'autres pays.

22. Pour ce qui est du nouveau paragraphe 3, le Gouvernement suédois continue de penser, conformément à la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale, que, lorsque les voies de recours nationales ont été épuisées, les différends relatifs aux questions d'indemnisation doivent être soumis à des procédures de règlement judiciaire international. Ces procédures sont à la disposition des Etats qui sont parties à la clause facultative pertinente du Statut de la Cour internationale de Justice et de ceux qui sont parties à la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, du 18 mars 1965³.

23. M. ROUGÉ (France) déclare que sa délégation regrette de n'avoir pu apporter son soutien au projet de résolution bien que l'orientation générale du texte soit satisfaisante. Elle aurait pu approuver ce texte s'il s'en était tenu plus fidèlement à la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies [résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale]. La délégation française interprète le paragraphe 4 (ancien paragraphe 3) comme signifiant que les différends ne peuvent être réglés que par arbitrage, à l'exclusion du recours à la force et à la contrainte économique. La rédaction du paragraphe 5 (ancien paragraphe 4) ne correspond pas à la disposition pertinente de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales. La délégation française doute que les mesures visées au paragraphe 5, aussi répréhensibles soient-elles, puissent être considérées comme des violations de la Charte. La résolution ne peut interdire aux Etats dont les ressortissants subissent l'effet de mesures prises par un gouvernement dans l'exercice de sa souveraineté sur ses ressources naturelles de leur accorder la protection diplomatique ou de mettre en jeu les procédures légales que le gouvernement de l'autre Etat a acceptées. C'est pour ces raisons que la délégation française a voté contre l'incorporation du nouveau paragraphe 3.

24. La délégation française s'est abstenue sur le paragraphe 1 car elle ne veut pas préjuger les conclusions de la Conférence sur le droit de la mer. D'autre part, c'est par suite d'une erreur qu'elle s'est abstenue sur l'amendement du Royaume-Uni concernant ce même paragraphe 1; elle avait l'intention de voter en sa faveur.

25. Le moment est venu de ne plus se borner à réitérer le principe bien connu de la souveraineté permanente

² E/5425 et Corr.1 et E/5425/Add.1.

³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 575, 1966, p. 159.

des Etats sur les ressources naturelles et d'élaborer des modalités viables et équitables de collaboration entre les Etats détenteurs de ressources naturelles et ceux qui possèdent les moyens nécessaires pour exploiter ces ressources dans l'intérêt de tous les Etats concernés et de la communauté internationale tout entière.

26. M. JAIN (Inde) précise que sa délégation a voté pour le projet de résolution. Elle s'est abstenue sur le paragraphe 1 car elle estime que la Commission ne doit pas préjuger la question dont elle est saisie, qui relève proprement de la compétence de la Conférence sur le droit de la mer.

27. M. CAVAGLIERI (Italie) déclare que sa délégation continue d'appuyer le principe de la souveraineté de tous les pays sur leurs ressources naturelles, principe qui doit être affirmé dans la législation interne et dans les traités internationaux. Toutefois, elle ne peut accepter l'introduction d'autres principes destinés à modifier des situations existantes qui influent directement sur les relations internationales. Par exemple, elle ne saurait accepter l'introduction de nouvelles notions concernant le droit des Etats sur les mers adjacentes à leur territoire, dans le contexte de la souveraineté sur les ressources naturelles, alors que l'étendue de la souveraineté et des droits des Etats dans ce domaine reste encore à préciser sur le plan international. M. Cavaglieri pense notamment à l'emploi des termes "eaux sus-jacentes" au paragraphe 1, et "eaux côtières" au paragraphe 5 (ancien paragraphe 4). A propos du nouveau paragraphe 3 et du paragraphe 5, la délégation italienne ne pense pas que, dans des domaines où des règles de droit international sont déjà en vigueur, des mesures puissent être prises sur le plan national sans que l'on se réfère aux dites règles. Ces raisons expliquent le vote de la délégation italienne sur plusieurs paragraphes du projet de résolution et sur le texte dans son ensemble. Cette délégation regrette que certains éléments l'aient empêchée d'approuver un texte où est réaffirmé un principe qu'elle a toujours défendu.

28. M. SCHWARTZ (Espagne) précise que sa délégation s'est abstenue sur le projet de résolution. L'absence de toute référence au droit international dans différents paragraphes, en particulier le paragraphe 1, est extrêmement surprenante. La délégation espagnole s'est opposée à maintes reprises à l'incorporation dans les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social de références à la juridiction des Etats côtiers sur les eaux environnantes, en particulier "les eaux sus-jacentes". Elle maintient cette position étant donné que la question fera l'objet de négociations à la Conférence sur le droit de la mer. La délégation espagnole s'est donc abstenue sur les amendements du Royaume-Uni.

29. La délégation espagnole a voté contre l'incorporation du nouveau paragraphe 3, le Gouvernement espagnol ayant toujours respecté ses obligations en ce qui concerne les investissements étrangers en Espagne, comme l'indique son vote affirmatif concernant le paragraphe 4 de la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale. Le paragraphe 3 du projet de résolution modifie le système établi en vertu du droit international en ce qui concerne les investissements étrangers. Bien que l'Espagne approuve entièrement le droit des Etats de nationaliser leurs ressources naturelles dans l'intérêt public, ce principe ne

peut être appliqué en contravention des règles fermement établies par la communauté internationale.

30. M. HAQ (Pakistan) déclare que sa délégation a voté pour le projet de résolution. Elle s'est abstenue sur l'amendement du Royaume-Uni au paragraphe 1. Bien qu'elle souscrive entièrement aux sentiments qui ont inspiré ce paragraphe, elle ne peut accepter l'interprétation selon laquelle les eaux sus-jacentes en question sont celles qui sont situées en dehors de la juridiction nationale. Une telle interprétation peut aller à l'encontre des intérêts des pays en voie de développement. Selon l'interprétation de la délégation pakistanaise, l'adoption du paragraphe 1 ne préjuge en rien les conclusions de la Conférence sur le droit de la mer.

31. M. MÜEZZINOĞLU (Turquie) déclare que sa délégation a voté pour le projet de résolution dans son ensemble car il renferme certains principes — en particulier celui du droit inaliénable de chaque Etat au plein exercice de la souveraineté nationale sur ses ressources naturelles et celui selon lequel chaque pays a le droit d'adopter le système économique et social qui convient le mieux à son développement — qui sont à la base des politiques et les relations internationales de la Turquie depuis l'établissement de la République. La Turquie a été l'un des premiers pays en voie de développement à défendre ces principes.

32. Toutefois, la délégation turque fait certaines réserves en ce qui concerne le paragraphe 1, qui contient des notions qui seront précisées par la Conférence sur le droit de la mer. Le projet de résolution ne doit préjuger en rien le résultat des travaux de cette conférence.

33. La délégation turque fait également des réserves sur le nouveau paragraphe 3. Elle aurait voté pour ce paragraphe sans hésitation s'il avait été précisé que le droit international était applicable lorsque les voies de recours nationales étaient épuisées. La Turquie a affirmé à maintes reprises la validité de la juridiction nationale dans l'exercice de la souveraineté sur les ressources naturelles visant à assurer le développement du pays et le bien-être de sa population, y compris pour ce qui est des nationalisations, de la détermination du montant des dédommagements et du mode de paiement. Toutefois, il faut dans ces cas-là envisager tous les moyens possibles de parvenir à un règlement pacifique comme cela est prévu par la Charte et confirmé par la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales, y compris le recours aux règles de droit international généralement reconnues, notamment celles qui sont devenues parties intégrantes de la législation nationale.

34. La délégation turque avait espéré que le projet de résolution serait adopté par consensus.

35. M. YONG (Malaisie) déclare que, bien que sa délégation approuve les principes généraux du projet de résolution, et en particulier le principe relatif à la nationalisation, elle s'est abstenue lors du vote sur le nouveau paragraphe 3. La Malaisie, qui a accepté de se soumettre à des obligations internationales telles que celles de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, et qui a signé un certain nombre d'accords visant à garantir les investissements et à éviter la double imposition, défend l'inviolabilité des

accords multilatéraux et bilatéraux conclus librement par les parties sur un pied d'égalité.

36. M. OGISO (Japon) déclare que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution. Le paragraphe 1 s'écarte de la notion de souveraineté permanente qui ressortait au départ de la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale et que la délégation japonaise avait approuvée dans ce contexte. Cette délégation ne peut accepter que, comme on le laisse entendre dans ce paragraphe, la juridiction nationale s'étende aux eaux sus-jacentes, interprétation qui préjuge les résultats de la Conférence sur le droit de la mer.

37. La délégation japonaise a voté pour le paragraphe 2, étant entendu que les efforts accomplis par les pays en voie de développement pour reprendre le contrôle de leurs ressources naturelles n'iront pas à l'encontre du droit international. Si elle a voté contre le nouveau paragraphe 3, c'est parce que les termes employés ne permettent pas de penser que les conflits entraînés par les nationalisations seraient réglés conformément au droit international. En ce qui concerne le paragraphe 5 (ancien paragraphe 4) le Gouvernement japonais estime que la juridiction exercée par un Etat sur les eaux côtières ne doit pas dépasser les limites qui seront reconnues par le droit international. En ce qui concerne le paragraphe 7 (ancien paragraphe 6), il faut que la coopération entre les pays en voie de développement pour ce qui est de l'élaboration de politiques des prix soit équitable à la fois pour les pays exportateurs et pour les pays importateurs.

38. M. HEWITT (Jamaïque) déclare que sa délégation appuie entièrement le principe de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, comme elle l'a indiqué par son vote sur le projet de résolution. Si elle s'est abstenue sur le nouveau paragraphe 3, c'est parce que, bien qu'il faille reconnaître l'importance du principe qui y est énoncé, le texte du paragraphe n'est pas entièrement compatible avec la Constitution jamaïcaine, dans laquelle est reconnu le caractère fondamental du droit à l'indemnisation en vertu des procédures constitutionnelles du pays.

39. M. STIEPEL (République fédérale d'Allemagne) souligne que son gouvernement reconnaît le droit inaliénable des Etats à la souveraineté permanente sur toutes leurs ressources naturelles et est disposé à aider les pays en voie de développement dans les domaines de la recherche et de la prospection. Toutefois, la condition préalable à des relations internationales harmonieuses est que la législation nationale soit conforme au droit international. Cette conformité est également essentielle pour l'établissement de relations économiques saines et stables entre les nations, fondées sur la confiance mutuelle. La délégation de la République fédérale d'Allemagne a voté contre le nouveau paragraphe 3, car il met en cause les rapports fondamentaux entre la législation nationale et le droit international, question qui doit être traitée par les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies et dont les décisions prises à la Deuxième Commission ne doivent pas préjuger.

40. Bien que la délégation de la République fédérale reconnaisse le principe du droit inaliénable des Etats à la souveraineté permanente sur les ressources naturel-

les situées au fond des mers, dans leur sous-sol et dans les eaux sus-jacentes, cela ne signifie pas qu'elle approuve les façons diverses et en partie arbitraires dont les Etats définissent les limites de leurs eaux territoriales. Il conviendra, à la Conférence sur le droit de la mer, d'élaborer des dispositions qui aient un caractère obligatoire au niveau international. C'est pourquoi la délégation de la République fédérale a voté pour l'amendement présenté par la délégation britannique au sujet du paragraphe 1 et s'est abstenue sur l'ensemble du projet de résolution.

41. M. HAÏDAR (Liban) signale que sa délégation a voté pour l'ensemble du projet de résolution car elle a toujours appuyé le principe de la souveraineté permanente des Etats sur toutes leurs ressources naturelles. Le Liban continuera toutefois à respecter les obligations qu'il a contractées en vertu d'accords bilatéraux et multilatéraux.

42. M. VALDÉS (Bolivie) déclare que, bien que sa délégation ait voté pour l'amendement proposé par la délégation britannique au sujet du paragraphe 1 et pour la proposition faite par cette délégation tendant à remplacer le mot "côtières", au paragraphe 5 (ancien paragraphe 4) par le mot "territoriales", elle a voté pour l'ensemble du projet de résolution parce qu'elle partage les inquiétudes des pays en voie de développement en ce qui concerne la souveraineté permanente sur les ressources naturelles. Toutefois, le paragraphe 1 ne doit pas préjuger les résultats de la Conférence sur le droit de la mer. En outre, la Bolivie respectera tous ses engagements pour ce qui est de ses rapports avec les investisseurs en ce qui concerne l'exploitation de ses ressources naturelles.

43. M. SINARINZI (Burundi) déclare que, si sa délégation avait été présente lors du vote, elle aurait voté pour le projet de résolution.

44. M. GATES (Nouvelle-Zélande) précise que sa délégation a voté pour le projet de résolution afin de montrer qu'elle appuie le principe du droit inaliénable des Etats à la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles. Elle aurait cependant préféré un texte qui puisse être adopté par consensus.

45. Le projet de résolution aurait sans doute bénéficié d'un appui plus large, sans rien perdre de son efficacité, s'il avait été rédigé en termes moins excessifs. La délégation néo-zélandaise accepte le paragraphe 1, compte tenu de l'explication fournie par le représentant de l'Islande, selon laquelle ce paragraphe ne préjuge aucunement les travaux de la Conférence sur le droit de la mer. La délégation néo-zélandaise ne peut accepter les termes employés dans le nouveau paragraphe 3, qu'elle interprète selon son propre point de vue, à savoir que, en cas de nationalisation, il convient de verser sans retard des indemnités suffisantes et efficaces et qu'il s'agit là d'une question relevant de la responsabilité des Etats qui, si besoin est, peut être réglée devant les tribunaux internationaux. Il est fâcheux que la proposition de la délégation britannique tendant à insérer l'expression "contrairement au droit international" au paragraphe 5 (ancien paragraphe 4) n'ait pas été acceptée, car elle aurait amélioré ce paragraphe et contribué à confirmer le rôle du droit dans les relations entre Etats.

46. M. KRYGER (Danemark), se référant au paragraphe 1 du projet de résolution, déclare qu'il ne

doit préjuger en aucune façon les travaux qu'effectuera la Conférence sur le droit de la mer à propos de l'étendue de la juridiction nationale sur les ressources naturelles du milieu marin. La délégation danoise a approuvé la résolution 1737 (LIV) du Conseil économique et social, car elle reconnaît le droit des Etats d'exploiter les ressources naturelles situées dans les limites de leur juridiction nationale, telles que celles-ci sont définies par le droit international. Le projet de résolution va plus loin que cette résolution du Conseil et certaines parties du texte sont trop vagues. C'est pourquoi la délégation danoise s'est abstenue sur l'ensemble du projet de résolution et lors de plusieurs des votes séparés auxquels il a été procédé.

47. M. MOSIDINYANÉ (Botswana) signale que, si sa délégation avait été présente lors du vote, elle aurait appuyé le projet de résolution. Toutefois, elle aurait réservé sa position au sujet du paragraphe 1, pour les raisons invoquées par d'autres orateurs. Elle appuie le principe énoncé dans le nouveau paragraphe 3.

48. M. DELIVANIS (Grèce) déclare que sa délégation s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution et a voté pour la proposition de la délégation britannique tendant à insérer l'expression "contrairement au droit international", au paragraphe 5 (ancien paragraphe 4) parce que le projet de résolution ne fait pas intervenir les principes du droit international concernant le règlement des différends internationaux. Elle a voté contre le nouveau paragraphe 3 car elle craint qu'en l'acceptant on ne compromette la mise en œuvre des dispositions de la Stratégie internationale du développement qui visent à favoriser les investissements étrangers. Les bailleurs de fonds étrangers, tout comme la Grèce, ont retiré de grands avantages des investissements effectués dans ce pays.

49. M. OUDOVENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) indique que sa délégation a voté pour l'ensemble du projet de résolution. Le Gouvernement ukrainien reconnaît entièrement le droit de tous les pays et de tous les peuples à disposer librement de leurs richesses naturelles. C'est pourquoi, à des sessions antérieures de l'Assemblée générale, la délégation ukrainienne a fréquemment été l'auteur de résolutions relatives à la souveraineté nationale sur les ressources naturelles, et c'est pourquoi elle appuie dans l'ensemble le projet de résolution A/C.2/L.1328/Rev.1. Elle interprète cependant l'expression "à l'intérieur des limites de leur juridiction nationale" conformément aux dispositions de la Convention de 1958 sur le plateau continental. La délégation ukrainienne interprète le projet de résolution comme ne devant pas préjuger les décisions que prendra la Conférence sur le droit de la mer.

50. La délégation ukrainienne est très inquiète de constater que parmi les auteurs du projet de résolution figure le Chili, dont le peuple est actuellement soumis à un régime de terreur et d'arbitraire. La junte au pouvoir dans ce pays refuse d'aider le peuple chilien dans les efforts qu'il déploie pour exercer sa souveraineté sur ses ressources naturelles, ressources qui, en pratique, passent peu à peu sous le contrôle des capitaux étrangers. Les événements survenus au Chili constituent un grave avertissement et montrent que l'impérialisme et la réaction intérieure demeurent les ennemis de la liberté et de l'indépendance économique dans les pays en voie de développement et nuisent au progrès social et économique de ces pays.

SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE CONSACREE AU DEVELOPPEMENT ET A LA COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE (suite*)
[A/C.2/L.1322/Rev.1, A/C.2/L.1336 et Corr.1]

51. Le PRESIDENT dit que le texte révisé du projet de résolution relatif à une session extraordinaire de l'Assemblée générale est publié sous la cote A/C.2/L.1322/Rev.1. Un état des incidences administratives et financières du projet de résolution, présenté par le Secrétaire général, figure dans le document A/C.2/L.1336 et Corr.1. La Sierra Leone et la Turquie se sont portées auteurs du projet de résolution.

52. M. ARVESEN (Norvège) dit que, en tant que représentant d'un pays développé, il se trouve dans le cas exceptionnel d'avoir à présenter le texte révisé d'un projet de résolution initialement déposé au nom d'un nombre représentatif de pays en voie de développement. Outre les auteurs énumérés dans le document et ceux que vient de citer le Président, les pays en voie de développement qui sont également devenus auteurs sont le Cameroun, El Salvador, Haïti, le Honduras, la Jamaïque, le Lesotho, Malte, La République-Unie de Tanzanie, Singapour et la Zambie. Parmi les pays développés, l'Allemagne (République fédérale d'), la Belgique, la Finlande, l'Irlande, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se sont également joints aux auteurs.

53. La version révisée du texte est l'aboutissement de consultations officieuses et n'appelle aucun commentaire. M. Arvesen a l'impression que ce texte fait l'objet d'un accord relativement large et il espère qu'il sera possible de prendre immédiatement une décision par consensus.

54. M. BENNANI (Maroc) remercie le représentant de la Norvège de l'objectivité et de la compréhension remarquables dont il a fait preuve en dirigeant les efforts déployés pour aboutir à un consensus sur la question importante dont traite le projet de résolution. Grâce à ces négociations, on a pu aussi se mettre d'accord sur la date de la session extraordinaire et sur les préparatifs. La délégation marocaine espère que le projet de résolution pourra être adopté par consensus.

55. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) fait remarquer que l'état présenté par le Secrétaire général (A/C.2/L.1336 et Corr.1) mentionne, à propos des préparatifs de la session extraordinaire, des consultants de premier plan et un groupe d'experts de premier plan. Il semblerait qu'une partie des travaux préparatoires qui seront ainsi effectués risque de faire double emploi avec les travaux que le Secrétariat a certainement déjà entrepris à la suite de la résolution 1768 (LIV) du Conseil économique et social, dans laquelle celui-ci a demandé au Secrétaire général de lui présenter, lors de sa cinquante-septième session, un rapport descriptif et analytique sur les relations qui ont existé et qui existent actuellement entre l'Organisation et les institutions spécialisées, en particulier dans le domaine des activités opérationnelles, ainsi que sur les aspects des relations entre l'ONU et l'AIEA qui relèvent de la compétence du Conseil, telle que celle-ci est définie dans la Charte. Ce rapport sera extrêmement utile du point de vue de la réalisation de l'objectif, cité au

* Reprise des débats de la 1571ème séance.

paragraphe 5 du document A/C.2/L.1336 et qui est de faire du système des Nations Unies un instrument plus efficace de la coopération économique mondiale, et la délégation du Royaume-Uni pense que l'harmonisation des activités pertinentes, qui est manifestement nécessaire, permettra de réduire quelque peu les estimations figurant dans l'état des incidences administratives et financières.

56. M. DE SEYNES (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales) dit que le Secrétariat tiendra compte des résultats de l'étude demandée dans la résolution 1768 (LIV) du Conseil économique et social lorsqu'ils sont en rapport avec l'établissement du rapport demandé aux termes du projet de résolution A/C.2/L.1322/Rev.1; toutefois, ce dernier aura une portée beaucoup plus vaste. La session extraordinaire de l'Assemblée générale sera un événement important dans l'histoire des Nations Unies, et, cela étant, les incidences financières en sont relativement modestes. Dans leur apport à l'étude envisagée, les organes économiques du système des Nations Unies devraient pouvoir se servir des ressources existantes; en outre, les chiffres cités dans l'état des incidences administratives et financières ne correspondent pas nécessairement de façon parfaite aux différentes phases des travaux à entreprendre, étant donné qu'il faut prévoir une certaine souplesse pour adapter les travaux, à mesure qu'ils progresseront, à l'évolution des besoins. Les préparatifs d'un événement aussi important que la session extraordinaire exigeront la mobilisation des talents dont dispose le système des Nations Unies, et il faudra prendre contact avec les personnalités qui ont récemment étudié les problèmes des Nations Unies. Toutefois, les dépenses projetées sont bien inférieures aux dépenses qu'ont entraînées la préparation de l'*Etude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement*⁴ ou le rapport Pearson⁵. Il ne semble donc pas possible de ramener le montant estimatif des dépenses en dessous du niveau indiqué dans le document A/C.2/L.1336.

57. Le PRESIDENT annonce que le Pakistan s'est joint aux auteurs du projet de résolution.

58. M. VERCELES (Philippines) dit que le paragraphe 4 du document A/C.2/L.1336 signale que les frais de voyage en première classe par avion d'un représentant de chacun des Etats Membres participant à la session extraordinaire s'élèvent à 220 000 dollars. Il est possible que cette somme ne soit pas utilisée intégralement si ce représentant est l'un des cinq représentants habilités à assister à la session ordinaire qui suivra immédiatement la session extraordinaire, et M. Verceles est d'avis que la Commission devrait décider si le représentant à la session extraordinaire vient en plus ou fait partie de la délégation qui assiste à la session ordinaire. Des problèmes se poseront si certains gouvernements incluent ce représentant dans leur délégation ordinaire et d'autres non.

59. M. ARVESEN (Norvège) dit que, étant donné que la session extraordinaire proposée doit avoir lieu dans deux ans à peu près et qu'entre-temps le Conseil économique et social étudiera la question des préparatifs, l'Assemblée générale pourra se prononcer

opportunément à sa vingt-neuvième session sur le point dont vient de parler le représentant des Philippines. Il ne pense pas, pour sa part, qu'il faille différer pour cela l'adoption du projet de résolution.

60. M. VERCELES (Philippines) dit que s'il n'est pas possible de prendre une décision au stade actuel, le paragraphe 4 du document A/C.2/L.1336 semble inutile. Comme la Commission en est saisie, elle doit trancher.

61. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) dit que, pour prendre la décision demandée par le représentant des Philippines, il faudrait modifier les résolutions 1798 (XVII) et 2245 (XXI) de l'Assemblée générale relatives aux sommes payées aux représentants qui assistent aux sessions extraordinaires ou ordinaires de l'Assemblée générale.

62. M. DIALLO (Haute-Volta) dit que, en tant qu'auteur du projet de résolution, sa délégation souhaite que la session extraordinaire soit une véritable réussite, et non un simple prélude de deux ou trois jours à la session ordinaire. Quelle que soit l'époque à laquelle elle aura lieu, il convient de la préparer avec toute la minutie voulue, et il ne faut pas chercher à réduire le coût des préparatifs qu'on trouve dans l'état des incidences administratives et financières. Le Secrétaire général doit avoir à sa disposition les ressources nécessaires pour que la session extraordinaire puisse s'acquitter du mandat important qui lui est confié aux termes du paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution, et il ne doit pas avoir les mains liées par des restrictions budgétaires.

63. La question soulevée par le représentant des Philippines mérite d'être examinée. Si pour le moment la Commission n'est pas prête à adopter le projet de résolution, il faudrait tout au moins discuter ce point d'une manière approfondie pour que l'Assemblée générale puisse prendre sa décision en toute connaissance de cause.

64. M. HAQ (Pakistan) demande au représentant des Philippines de ne pas insister pour qu'une décision soit prise au stade actuel sur la question qu'il a soulevée. La première partie du paragraphe 4 du document A/C.2/L.1336 indique simplement le montant qu'atteindraient les dépenses si tous les gouvernements demandaient le remboursement des frais d'envoi d'un représentant à la session extraordinaire. Le reste du paragraphe indique que le montant total pourrait être moins élevé, mais il n'est pas possible à ce stade de dire de combien exactement se réduira la somme de 220 000 dollars.

65. Le PRESIDENT dit que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission désire adopter le projet de résolution sans le mettre aux voix.

Le projet de résolution A/C.2/L.1322/Rev.1 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

66. M. BENNANI (Maroc) dit que l'adoption du projet de résolution, dont on ne saurait trop souligner l'importance, est un acte historique qui montre que la communauté internationale a pris nettement conscience de l'importance de la coopération économique internationale pour le développement. Au nom des auteurs, M. Bennani tient à présenter des observations sur certains des paragraphes.

⁴ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.I.10.

⁵ *Vers une action commune pour le développement du tiers monde : rapport de la Commission d'étude du développement international*, Paris, Denoël, 1969.

67. A propos du paragraphe 1 du dispositif, il dit que la date suggérée par le Conseil économique et social pour la réunion d'une session extraordinaire ne correspond pas à celle pour laquelle de nombreux chefs d'Etat des pays non alignés avaient exprimé une préférence. Toutefois, cette suggestion a été retenue, car il est d'une importance vitale que la session extraordinaire soit une réussite et non simplement l'occasion de présenter des doléances. La date de la session prise comme base du paragraphe 4 de l'état des incidences administratives et financières présenté par le Secrétaire général (A/C.2/L.1336 et Corr.1) ne doit pas préjuger la décision qui sera prise en définitive par le Conseil économique et social, compte dûment tenu de la situation économique mondiale à court terme et autres considérations pertinentes.

68. L'expression "à un haut niveau politique" qui figure au paragraphe 1 doit être comprise comme impliquant la présence et la participation des ministres des affaires étrangères, ce qui permettra de prendre des décisions politiques et économiques. Les mots "organes spécialisés des Nations Unies", au paragraphe 2, doivent être interprétés dans le sens le plus étroit possible. Le comité préparatoire dont il est question au paragraphe 3 sera constitué par le Conseil économique et social mais pourra comprendre des pays qui ne sont pas membres du Conseil.

69. M. ROUGE (France) dit que, après l'adoption du projet de résolution A/C.2/L.1322/Rev.1, il tient à rendre hommage aux conciliateurs qui ont réussi à produire un texte qui tient compte des vues de toutes les délégations, y compris la sienne. Il lui semble que celle-ci a peut-être contribué tout autant que les auteurs à la rédaction du texte, et c'est avec grand plaisir qu'il a souscrit au consensus.

ASSISTANCE A LA ZAMBIE (A/C.2/L.1330/Rev.1)

70. M. NDUNG'U (Kenya) attire l'attention, au nom de ses auteurs, sur les changements qui ont été introduits dans la version révisée du projet de résolution sur l'assistance à la Zambie (A/C.2/L.1330/Rev.1). Il annonce que l'Algérie, l'Argentine, la Bolivie, le Burundi, le Congo, l'Ethiopie, la Finlande, le Ghana, l'Iran, la Jamaïque, le Lesotho, Madagascar, la Malaisie, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, les Philippines, le Soudan, la Suède et la Yougoslavie se sont ajoutés aux auteurs du projet révisé, qui étaient l'Afghanistan, l'Autriche, l'Egypte, la Guyane, la Haute-Volta, le Kenya, le Pérou, la République arabe libyenne, la République-Unie de Tanzanie, la Roumanie et le Zaïre.

71. Le représentant du Kenya déclare, en présentant le projet de résolution, que les différences entre le projet original et le projet révisé sont minimes. Le mot "économique" a été retiré du titre, qui se lit donc "Assistance à la Zambie". Le premier alinéa du préambule est explicite; le deuxième alinéa est très important, car la résolution 1798 (LV) du Conseil économique et social, en particulier les cinquième, sixième et neuvième alinéas du préambule, contient des éléments d'une importance essentielle.

72. En ce qui concerne le troisième alinéa du préambule, les auteurs estiment que, avec l'aide d'autres forces soucieuses de progrès, la Zambie palierait les inconvénients résultant de la fermeture de sa frontière avec la Rhodésie du Sud sous le régime illégal

de Ian Smith. La victoire de la Zambie représenterait un triomphe international sur les forces de la rébellion, de l'oppression, du racisme, de l'*apartheid* et du colonialisme, ainsi qu'une victoire pour la dignité humaine; elle contribuerait de façon positive à la réalisation des objectifs de l'organisation internationale et de l'humanité soucieuse de progrès en général. Selon les auteurs du projet de résolution, le monde ne peut qu'être scandalisé par la persistance du colonialisme, de l'oppression et du racisme en Afrique, et la communauté internationale est en mesure de remédier à cette situation. Il est déplorable qu'une poignée de régimes racistes minoritaires ait licence de bafouer les décisions de l'ONU et de violer impunément l'indépendance politique et l'intégrité territoriale d'Etats africains indépendants. Le Secrétaire général a résumé le problème dans la déclaration qu'il a faite le 15 novembre 1973 à la première réunion du Groupe consultatif des Nations Unies sur l'assistance à la Zambie qui s'est tenue à New York.

73. En ce qui concerne le paragraphe 1 du projet de résolution, le représentant du Kenya indique que les auteurs remercient les pays qui ont répondu généreusement à l'appel en faveur d'une assistance à la Zambie. Le paragraphe 2 demande à la communauté internationale d'augmenter ses contributions, car la Zambie a encore besoin d'une assistance en sus de celle qui lui a déjà été si généreusement accordée. A ce propos, le représentant du Kenya cite une partie de la déclaration faite par le représentant permanent de la Zambie à la même réunion.

74. En ce qui concerne le paragraphe 3, le représentant du Kenya déclare que le Secrétaire général a rendu compte des progrès déjà réalisés dans sa déclaration à la réunion.

75. Le projet de résolution est sans équivoque; il fait état de l'assistance qui a déjà été fournie et demande l'assistance supplémentaire qu'il est urgent d'apporter à la Zambie.

76. Le PRESIDENT déclare que, en l'absence d'objection, il considérera que la Commission souhaite adopter le projet de résolution sans le mettre aux voix.

Le projet de résolution A/C.2/L.1330/Rev.1 est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

77. M. MITINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare, dans son explication de vote, que sa délégation a voté pour le projet de résolution vu que la politique de l'Union soviétique a toujours consisté à appuyer activement les mouvements de libération nationale dans leur lutte contre le colonialisme et le racisme. Le projet de résolution vise à aider les forces qui luttent contre l'agression politique, le chantage économique et les actes de subversion à l'encontre de la souveraineté et de l'intégrité territoriale d'Etats africains, et spécialement de la Zambie, commis par le régime illégal de la Rhodésie du Sud de connivence avec les régimes colonialistes racistes de l'Afrique du Sud et du Portugal. L'existence de ce régime et ses politiques criminelles de chantage économique et d'agression s'expliquent, dans une très large mesure, par l'appui qu'il reçoit de certains milieux en Occident et des monopoles impérialistes internationaux.

78. Aux yeux de la délégation soviétique, le projet de résolution adopté n'implique pas que l'ONU ou les institutions spécialisées doivent supporter le poids des

dépenses qu'entraîne l'existence de régimes colonialistes racistes soutenus par l'Afrique du Sud et le Portugal, ainsi que par les milieux et les monopoles dont M. Mitine vient de parler. Le projet de résolution ne reporte pas sur la communauté internationale la responsabilité des torts causés à la Zambie par les racistes de la Rhodésie du Sud, de l'Afrique du Sud et du Portugal, et l'interpréter dans ce sens reviendrait à innocenter ceux qui sont responsables au premier chef de l'accession et du maintien au pouvoir du régime de la Rhodésie du Sud. Le projet de résolution ne devrait pas avoir d'incidences financières supplémentaires sur les budgets ordinaires de l'ONU ou des institutions spécialisées: c'est en effet aux responsables de l'existence du régime de la Rhodésie du Sud et de l'impunité avec laquelle ce régime poursuit des activités illégales, qui représentent une menace réelle pour l'existence d'Etats africains indépendants, qu'il incombe de réparer les torts causés à l'économie de la Zambie. Ces responsables sont essentiellement certains Etats membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord, soit qu'ils tolèrent l'existence de ce régime, soit qu'ils l'aident directement en entretenant avec lui des relations économiques, commerciales et autres, et c'est donc à eux qu'il appartient de faire réparation à la Zambie des torts qu'elle a subis. Tant qu'on n'aura pas fait en sorte que ces Etats, y compris le Portugal et l'Afrique du Sud, et leurs monopoles indemnisent la Zambie, il sera difficile de faire comprendre aux populations des Etats Membres pourquoi elles seraient tenues de réparer les torts causés à des Etats africains, en particulier à la Zambie, par les actes criminels du régime raciste illégal de la Rhodésie du Sud. Selon la délégation soviétique, le projet de résolution aurait été plus efficace s'il avait comporté des dispositions concernant la responsabilité matérielle des pays qui sont effectivement à l'origine des torts causés à la Zambie.

79. M. QUARTIN SANTOS (Portugal) déclare, dans son explication de vote, que bien que la délégation portugaise ne puisse pas s'identifier avec les décisions du Conseil de sécurité mentionnées au troisième alinéa du préambule, elle s'est ralliée sans difficulté au consensus sur le projet de résolution. La politique du Gouvernement portugais à l'égard du problème considéré dans le projet de résolution a toujours été de collaborer avec la Zambie en ce qui concerne sa situation particulière de pays sans accès direct à la mer.

80. M. CHABALA (Zambie) remercie les membres de la Commission d'avoir adopté par consensus le projet de résolution. La délégation zambienne est touchée par cette marque de solidarité, indispensable pour éliminer le colonialisme, la discrimination raciale et l'*apartheid* et pour obtenir l'autodétermination en Afrique australe. A maintes reprises, la Zambie a aidé les populations africaines de l'Afrique australe dans la lutte qu'elles mènent pour leur libération; elle estime que tous les Etats africains qui, comme elle, cherchent à réaliser les nobles aspirations de tolérance raciale et d'autodétermination ont un besoin urgent d'assistance.

81. La délégation zambienne est sensible au fait que les pays voisins amis ont bien voulu s'accommoder du surcroît de trafic qu'a provoqué la nécessité urgente de détourner le commerce zambien et garantir que rien ne viendrait entraver à l'avenir le bon fonctionnement de ce nouveau système.

MESURES SPECIALES EN FAVEUR DES PAYS LES MOINS DEVELOPPES (A/C.2/L.1331)

82. M. HAMID (Soudan), présentant au nom des auteurs le projet de résolution A/C.2/L.1331, annonce que l'Afghanistan, le Botswana, le Burundi, l'Egypte, l'Ethiopie, la Guinée, le Lesotho, le Mali, le Niger, le Nigéria, la République centrafricaine, le Rwanda, la Somalie et le Tchad se sont joints à la liste des auteurs. Quelques modifications doivent être apportées au texte du projet de résolution. Après le premier alinéa du préambule, deux nouveaux alinéas libellés comme suit doivent être insérés :

“*Rappelant* la décision 100 (XIII) prise le 8 septembre 1973 par le Conseil du commerce et du développement,

“*Prenant note* de la résolution adoptée le 9 septembre 1973 à Alger par la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, laquelle recommande d'accorder la priorité absolue, dans le cadre de l'action économique internationale, à l'application sans délai des programmes de mesures spéciales en faveur des pays les moins développés qui ont été adoptés par la CNUCED à sa troisième session et d'autres institutions internationales spécialisées”.

Au paragraphe 4 du dispositif, les mots “aux fins de présentation par l'intermédiaire du Conseil économique et social à sa cinquante-sixième session” doivent être ajoutés entre les mots “d'établir” et “un résumé”.

83. La résolution 1753 (LIV) du Conseil économique et social a recommandé que l'Assemblée générale examine à sa vingt-huitième session les arrangements institutionnels visant à l'application des mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés. Depuis l'adoption de la Stratégie internationale du développement, un noyau de 25 pays⁶ entrant dans cette catégorie a été identifié et la résolution 62 (III) de la CNUCED⁷ a énoncé des mesures détaillées pour les aider, y compris des programmes relatifs à la politique commerciale et des programmes élargis d'assistance financière et technique. Néanmoins, jusqu'ici ces mesures ne suffisent pas à répondre aux besoins des pays les moins avancés. Les pays industrialisés ont promis une aide, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires. Les organisations internationales ont apporté une contribution un peu plus importante. Il est urgent que des mesures de politique commerciale soient prises en faveur des pays les moins avancés, car il est peu probable qu'ils tireront profit de mesures générales telles que le système généralisé de préférences.

84. Les pays les moins avancés ont récemment enregistré un taux de croissance inférieur à celui d'autres groupes de pays en voie de développement. Il n'y a eu au cours des deux premières années de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement aucune hausse sensible du produit réel par habitant, alors que pendant les années 60 une hausse

⁶ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante et unième session, Supplément No 7*, par. 66.

⁷ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. I : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

annuelle moyenne de 1 p. 100 environ a été enregistrée. Le taux de croissance annuel du pouvoir d'achat des exportations, qui était de 4 p. 100 en moyenne pendant les années 60, est également resté statique par la suite. Selon les estimations, le taux de croissance du produit réel de l'ensemble des pays en voie de développement a été de 6 p. 100 en moyenne entre 1970 et 1972. De même, le revenu par habitant des pays les moins avancés s'élève en moyenne à environ 87 dollars, soit à peu près deux cinquièmes de la moyenne pour l'ensemble des pays en voie de développement. Ces chiffres montrent que le retard des pays les moins avancés s'aggrave encore et que les mesures visant à réaliser les objectifs de la Stratégie internationale du développement devraient être appliquées dans ces pays à une cadence plus rapide. C'est là l'un des points couverts dans le projet de résolution A/C.2/L.1331.

85. Le montant total des ressources financières publiques et privées transférées aux 25 pays les moins avancés s'est élevé en 1971 à quelque 9 millions de dollars, soit 5,7 p. 100 du courant total vers l'ensemble des pays en voie de développement, alors que la population des pays les moins avancés constitue 8,6 p. 100 de la population totale des pays en voie de développement. Ainsi donc, les pays les moins avancés ont reçu de toutes les sources 6 dollars seulement par habitant en 1971, le chiffre équivalant étant de 9,40 dollars pour les autres pays en voie de développement.

86. Quelques organisations multilatérales ont tenu compte des besoins des pays les moins avancés. La BIRD a porté une attention croissante à leurs problèmes, et les crédits offerts par l'AID aux pays les moins avancés, dont 21 sont membres de l'Association, sont passés de 58 millions de dollars en 1970 à 263 millions en 1973. A sa quatorzième session, le Conseil d'administration du PNUD a alloué un montant supplémentaire de 15 millions de dollars aux pays les moins avancés pour le reste de la période de planification actuelle 1972-1976. Il a également augmenté les chiffres indicatifs de planification de certains de ces pays. A sa quinzième session, le Conseil a affecté 35 millions de dollars au chiffre de planification des pays les moins avancés au titre du premier cycle de coopération pour le développement.

87. Il est généralement reconnu que les politiques et le mécanisme opérationnel des institutions multilatérales sont mal adaptés aux besoins particuliers des pays les moins avancés. Ces institutions s'efforcent de modifier leurs opérations pour tenir compte des besoins de ces pays, mais il est peu probable que le résultat puisse être complètement satisfaisant. Après avoir évalué l'assistance dont ont besoin les pays les moins avancés pour pouvoir bénéficier pleinement des mesures relatives au commerce des produits de base et du système généralisé de préférences, on a fini par se rendre compte qu'il serait plus efficace d'établir un fonds spécial pour aider à résoudre certains aspects, propres aux pays les moins avancés, de problèmes qu'ils ont en commun avec d'autres pays en voie de développement, tels que la diversification de la production, l'industrialisation, le développement de l'infrastructure, l'inventaire des ressources naturelles et la coopération régionale et sous-régionale. La création du fonds spécial serait également le moyen le plus rapide de fournir les ressources supplémentaires dont les pays les moins avancés ont besoins d'urgence. Les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1331 n'ont

cependant pas l'intention d'insister pour que soit prise immédiatement une décision concernant la création d'un fonds spécial de développement en faveur des pays les moins avancés. Ils espèrent qu'une décision pourra être prise à la session suivante de l'Assemblée générale, après que le Conseil économique et social aura eu la possibilité d'examiner les études du Secrétaire général sur la question. Cette position est clairement établie aux paragraphes 4 et 5 du dispositif. M. Hamid espère que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité par la Commission.

88. Le PRESIDENT suggère de reporter l'examen du projet de résolution A/C.2/L.1331 à la séance suivante.

Il en est ainsi décidé.

SOUVERAINETE PERMANENTE SUR LES RES-SOURCES NATIONALES DANS LES TERRITOIRES ARABES OCCUPES (A/C.2/L.1333)

89. M. HAQ (Pakistan), présentant au nom des auteurs le projet de résolution A/C.2/L.1333, annonce que l'Afghanistan, le Burundi, le Cameroun, le Congo, Cuba, le Dahomey, la Guinée équatoriale, le Mali, le Niger, l'Ouganda, la Somalie et le Zaïre se sont joints à la liste des auteurs. L'objet du projet de résolution est d'affirmer le droit des Etats et des peuples arabes à la souveraineté permanente sur toutes leurs ressources naturelles. M. Haq, ne voulant pas soulever de questions politiques, s'en tiendra aux conséquences économiques résultant de l'exploitation par Israël des ressources naturelles, renouvelables et non renouvelables, des territoires arabes occupés, en violation des dispositions de la Charte des Nations Unies et du droit international. Le principe de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles est clairement établi et accepté par tous les pays représentés à la Commission. La quatrième Convention de Genève⁸, à laquelle il est fait référence au premier alinéa du préambule du projet de résolution, interdit spécifiquement l'annexion des territoires occupés et les transferts de population par la puissance occupante. On part de l'hypothèse que l'occupation d'un territoire en temps de guerre est essentiellement une situation temporaire. Les Conventions de La Haye de 1899 et 1907⁹ établissent que l'Etat occupant doit être considéré seulement comme l'administrateur ayant l'usufruit des biens du territoire qu'il occupe et l'obligation d'en sauvegarder le capital. A cet égard, il convient de faire une distinction entre les ressources renouvelables et non renouvelables, et le droit d'usufruit ne peut être considéré comme portant sur ces dernières, puisqu'il en résulterait l'épuisement d'un avoir précieux, et qu'il y aurait là incompatibilité avec les principes du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale] et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (*ibid.*).

90. M. Haq n'a pas l'intention d'avancer de preuves partisans pour justifier l'opportunité du projet de résolution. Il se contentera de se référer au rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques

⁸ Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, 1968, No 973).

⁹ Dotation Carnegie pour la paix internationale. *Les conventions et déclarations de La Haye de 1899 et 1907*. New York, Oxford University Press, 1918.

israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (A/9148), en particulier aux paragraphes 102 à 109 portant sur l'exploitation des ressources humaines et naturelles des territoires occupés, et aux paragraphes 137 à 150 incorporant les conclusions du Comité spécial. Les éléments d'information dont disposait le Comité spécial venaient de la presse israélienne et de déclarations de dirigeants israéliens. En particulier, les ressources non renouvelables de pétrole dans la région du Sinaï sont exploitées par Israël pour satisfaire aux deux tiers de ses besoins. Les travailleurs arabes sont traités comme une ressource humaine exploitable et utilisable à volonté, à laquelle on fait appel quand on ne dispose pas de travailleurs israéliens.

91. M. Haq fait remarquer que le troisième alinéa du préambule du projet de résolution fait référence au paragraphe 74 de la Stratégie internationale du développement concernant l'exercice par les pays en voie de développement de la souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles. Les trois premiers paragraphes du dispositif visent l'exploitation des ressources humaines et naturelles dans les territoires arabes occupés par Israël, mais le paragraphe 4 vise tous les peuples encore soumis à l'occupation étrangère, au régime colonial ou à l'*apartheid*, au sujet desquels chacun connaît les vues de la délégation pakistanaise et des autres auteurs du projet de résolution.

La séance est levée à 18 h 25.

1579^e séance

Judi 6 décembre 1973, à 10 h 45.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1579

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres II à IV, V (sections A, C et D), VI à XX, XXI (section B), XXV et XXVII à XXIX] (suite) [A/9003, A/C.2/285]

MESURES SPECIALES EN FAVEUR DES PAYS LES MOINS DEVELOPPES (fin) [A/C.2/L.1331/Rev.1]

1. Le PRESIDENT émet l'avis que, puisque la question sur laquelle porte le projet de résolution A/C.2/L.1331/Rev.1 a été examinée à fond par le Conseil économique et social à sa cinquante-quatrième session, la Commission pourrait le mettre aux voix sans plus tarder.

2. M. GRANQVIST (Suède) déclare que sa délégation espère que, après avoir examiné plus avant le libellé du projet de résolution, la Commission pourra l'adopter par consensus. La délégation suédoise approuve l'idée de mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés et elle pense que les débats qui ont eu lieu dans divers organes sur les possibilités qui s'offrent à cet égard ont permis de réaliser de nouveaux progrès, comme en témoigne le fait qu'elle a appuyé le projet de résolution relatif au Fonds d'équipement des Nations Unies (A/C.2/L.1306), présenté au titre du point 49 de l'ordre du jour. Cependant, cette délégation n'est pas très satisfaite du libellé du paragraphe 5 du projet de résolution à l'étude, et en particulier du membre de phrase "et qu'une décision devra être prise au sujet des principes qui devraient régir un fond spécial à l'intention des pays les moins avancés et de son mode de fonctionnement". De l'avis de la Suède, ce membre de phrase préjuge les résultats des débats qui auront lieu à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale et le représentant de la Suède espère que les auteurs pourront le modifier de façon à donner satisfaction à sa délégation.

3. M. ARVESEN (Norvège) propose d'insérer le mot "éventuel" après l'expression "mode de fonctionnement". Un tel amendement serait de nature à satisfaire les délégations norvégienne et suédoise et à permettre à la Commission d'adopter le projet de résolution par consensus.

4. M. HAMID (Soudan), parlant au nom des auteurs du projet de résolution, accepte la suggestion du représentant de la Norvège, qui lui paraît des plus constructives. Il annonce que le Bhoutan, le Cameroun, le Dahomey et la République arabe syrienne se sont également portés auteurs du projet de résolution.

Le projet de résolution A/C.2/L.1331/Rev.1, tel qu'il a été révisé oralement, est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.

5. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) signale que sa délégation s'est jointe avec plaisir au consensus sur le projet de résolution, du fait de l'importance que le Gouvernement britannique attache à l'accroissement de l'aide destinée aux pays en voie de développement les moins avancés. La délégation britannique a expliqué sa position sur cette question dans divers organes internationaux et elle espère que, étant donné les résultats particulièrement positifs obtenus lors de la Conférence de 1973 pour les annonces de contributions au PNUD, des ressources plus importantes seront mises à la disposition des pays en voie de développement les moins avancés par l'intermédiaire de cet organisme. Toutefois, la délégation britannique maintient ses réserves en ce qui concerne la prolifération des fonds spéciaux et le Fonds d'équipement des Nations Unies.

6. M. CAVAGLIERI (Italie) déclare que sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution, étant donné que l'Italie a toujours été en faveur d'une assistance destinée à permettre aux pays en voie de développement les moins avancés d'améliorer leur situation et d'atteindre un niveau de développement satisfaisant. Toutefois, le fait que la délégation italienne appuie le projet de résolution ne